

Pays : Venezuela

Comité : Eco-Soc

Problématique : un nouveau système financier symbole d'équité et de stabilité

Honorable présidents, chers délégués,

Le Monde connaît depuis les années 2008 une crise économique considérable entraînant une déstabilisation sociale. Cette crise touche de nombreux pays et ses conséquences deviennent de plus en plus obscures et effrayantes. Les effets les plus tangibles de la crise au niveau mondial mis en évidence par le bureau international du travail de l'emploi de janvier 2010 soulignent la montée du chômage, de l'emploi informel et de la pauvreté. Cette situation engendre des problèmes et des inégalités sur le plan économique et social. C'est ainsi que la question d'un nouveau système financier symbole d'équité et de stabilité se pose.

Initialement précisé de nombreux pays sont touchés par la crise économique de nos jours et Venezuela n'est pas une exception. Ce pays est atteint d'une crise multiforme. Cette dernière est à la fois économique et social. Le bolivar représente la monnaie actuelle de notre pays. De code ISO 4712 : VEF, son taux d'échange est de 1Euro= 10,60 VEF.

En l'an 2017 le Venezuela enregistre une exportation de 63 milliards de \$ et une importation de 36,6 milliards de \$.

Les principales destinations d'importation du Venezuela sont les Etats-Unis (10,1milliards \$), la Chine (5,62 milliards \$), le Brésil (4,63 milliards \$), l'Argentine (1,68 milliards \$) et la Colombie (1,88 milliards \$). De surcroît notre pays assure des exportations aux Etats Unis (27,5milliards \$) en Chine (10,1 milliards \$), en Espagne (1,55milliards \$), en Inde (11,7milliards \$) et au Singapour (3,86 milliards \$)

Alors que nos ressources naturelles sont riches, notre pays souffre tout de même d'une crise déstabilisante. L'or noir représente près de 96 % des exportations et les deux tiers des recettes de notre pays. Cela dit notre exportation principale étant dans le pétrole, Venezuela est en gouffre financier suite à l'effondrement du prix du baril de pétrole. Une analyse plus complète de la chute du prix du pétrole est bien évidemment faite. Au début de l'année 2016 le prix du baril est descendu à son plus bas niveau depuis près de 12 ans mais bien évidemment cette chute a commencé bien avant.

D'autre part l'hyperinflation limite le pouvoir d'achat des secteurs populaires et des classes moyennes. Depuis le mois de juin 2014 cette

baisse est quasi continue. Aujourd'hui le Venezuela enregistre le pire taux d'inflations au monde : il était de 180,9 % de 2015 et selon le fond monétaire international il pourrait dépasser les 700 % à la fin de cette année.

Cette crise économique qui règne dans le pays engendre une transformation de la vie quotidienne de la population et bien évidemment une formation des problèmes sociaux tout en touchant le domaine de la santé. Nos femmes enceintes et les enfants n'ont pas accès aux protéines nécessaires à une bonne alimentation. Les produits de base sont épuisés dans le pays et il y a une manque de médicaments dans les hôpitaux et d'électricité pour la consommation vénézuéliens. Cette situation amplifie l'importance de l'augmentation du taux de mort infantile dans notre Etat. Entre le 1er janvier et le 28 mai de l'an 2016, 4.074 bébés sont décédés peu après leur naissance, soit 28 morts par jour en moyenne. Par rapport à 2015, le taux de mortalité est passé de 14,8 à 18,6 décès pour 1.000 naissances, soit une augmentation de 18,5%. En outre des milliers de nos citoyens ont passé la frontière pour se ravitailler en Colombie. Le mardi 12 juillet 2016 la banque américaine Citibank a pris la décision de fermer le compte utilisé par le Venezuela. Ces décisions prises poussent le pays à rentrer dans une situation beaucoup plus complexe qu'auparavant.

Les Pays du BRICS disposent d'une volonté d'introduire une alternative à ce système par un paiement en monnaie nationale tels que le yuan, le rouble ou en or. Cette situation peut être bénéfique pour le Venezuela dans le cas où le bolivar fait partie du système que les pays du BRICS veulent installer : le bolivar peut ainsi amplifier sa valeur. Or si cela n'est pas le cas, ce système ne présentera par un grand changement, ni atout pour notre Pays.

En somme, il est envisageable d'exiger aux vénézuéliens de stopper leur passage de frontière, qui créé un abandon du pays. Un contrôle plus autoritaire pourrait dominer les frontières. Nous pouvons ensuite déclarer que les secteurs privés peuvent aliéner leur exploitation à l'Etat. Par surcroit un contrôle continu des secteurs privés par le pouvoir du pays peut être assuré dans le but de répondre aux besoins de notre population. D'autant plus le Venezuela peut soutenir le nouveau système financier proposé par les pays du BRICS tout en proposant l'intégration du bolivar dans cette politique.